

Appendix II

Italy

The Government is requested to include in the reports due

between 1 June and 1 September 2022

replies to the points raised in the following comments made by the
Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations

Forced labour

C029

Forced Labour Convention, 1930 (No. 29)

Italy

Direct Request, 2018

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Traite des personnes. 1. *Cadre juridique et sanctions.* Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que le décret-loi no 24 de mars 2014 visant à prévenir et combattre la traite des êtres humains et à protéger les victimes a modifié les articles 600 (asservissement) et 601 (traite des personnes) du Code pénal, renforcé le dispositif répressif afin que les auteurs de la traite des personnes sous toutes ses formes fassent l'objet de poursuites pénales, et a inclus une définition des actes d'asservissement et de traite qui correspondait à celle de la directive 2011/36/EU. La nouvelle disposition de l'article 601 porte sur le recrutement, le transport, le transfert et l'accueil de personnes pour induire ou forcer ces personnes à effectuer un travail, à fournir des services sexuels et à mendier, ou à réaliser des activités illicites comportant une exploitation, ainsi que sur l'attribution à ces fins d'une autorité à une autre personne.

La commission prend note des statistiques fournies par le gouvernement dans son rapport sur l'application dans la pratique des dispositions susmentionnées du Code pénal. A cet égard, elle note que, selon les données de la Direction nationale antimafia, au cours de la période allant de juillet 2016 à juin 2017, 238 affaires ont fait l'objet d'enquêtes en vertu de l'article 600 du Code pénal, concernant 164 victimes, et 266 affaires ont fait l'objet d'enquêtes en vertu de l'article 601, concernant 294 victimes. La commission note en outre que, selon des données de 2017 émanant du ministère de la Justice, 171 affaires ont été enregistrées en vertu de l'article 600 du Code pénal contre 412 personnes, dont 120 ont été poursuivies. En vertu de l'article 601, 168 affaires ont été enregistrées qui impliquaient 482 personnes, dont 73 ont été poursuivies. En 2017, les juridictions ont condamné 13 personnes en vertu de l'article 600 et 8 en vertu de l'article 601. A cet égard, la commission note que, dans ses observations finales du 24 juillet 2017, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est déclaré préoccupé par le faible taux de poursuites et de condamnations pour des faits de traite (CEDAW/C/ITA/CO/7, paragr. 29 b)). **La commission prie par conséquent le gouvernement de redoubler d'efforts pour s'assurer que toutes les personnes impliquées dans la traite de personnes font l'objet d'enquêtes et de poursuites, et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives sont appliquées dans la pratique. Elle le prie également de continuer à fournir des informations sur l'application dans la pratique des dispositions susmentionnées du Code pénal, tel que modifié, en particulier le nombre de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions spécifiques imposées.**

2. *Programme d'action.* La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles il a adopté un Plan d'action national contre la traite et l'exploitation grave des personnes 2016-2018. Le plan d'action fixe pour objectifs l'établissement de stratégies pluriannuelles et

Articles 1(1), 2(1) and 25 of the Convention. Trafficking in persons. 1. *Legal framework and penalties.* In its previous comments, the Committee noted that Legislative Decree No. 24 of March 2014 on preventing and combating trafficking in human beings and protecting its victims amended sections 600 (enslavement) and 601 (trafficking in persons) of the Criminal Code by strengthening the punitive instrument, and ensuring that no possible manifestations of human trafficking can escape criminal prosecution by providing a definition of the crimes of enslavement and of trafficking in persons that corresponds to the EU Directive 2011/36/EU. The new provision under section 601 includes the recruitment, transportation, transfer, reception and assignment of authority on another person to induce or force any person to carry out labour, to provide sexual services and to beg or to carry out illegal activities that involve exploitation.

The Committee notes the statistical information provided by the Government in its report on the application in practice of the relevant provisions of the Criminal Code. In this regard, the Committee notes that according to the data from the National Anti-Mafia Directorate, during the period from July 2016 to June 2017, 238 cases were investigated under section 600 of the Criminal Code, involving 164 victims; and 266 cases were investigated under section 601, involving 294 victims. The Committee further notes that according to the data from the Ministry of Justice of 2017, under section 600 of the Criminal Code, a total of 171 cases were registered against 412 persons, of which 120 persons were prosecuted. Under section 601, 168 cases were registered against 482 persons, of which 73 persons were prosecuted. In 2017, the court convicted 13 persons under section 600 and eight persons under section 601. In this regard, the Committee notes that the Committee on the Elimination of Discrimination against Women of the United Nations, in its concluding observations of 24 July 2017, expressed concern at the low prosecution and conviction rates in cases of trafficking (CEDAW/C/ITA/CO/7, paragraph 29(b)). **The Committee therefore requests the Government to strengthen its efforts to ensure that all perpetrators involved in trafficking in persons are subject to investigations and prosecutions and that sufficiently effective and dissuasive penalties are applied in practice. It also requests the Government to continue to provide information on the application in practice of the abovementioned provisions of the Criminal Code, as amended, including the number of prosecutions, convictions, and the specific penalties applied.**

2. *Programme of action.* The Committee notes the Government's information that it has adopted a National Action Plan against Trafficking and Serious

Forced labour

C029

Italy

l'engagement d'activités pour: i) adopter des mesures préventives, accroître la connaissance du phénomène par des initiatives ciblées dans les pays d'origine et le lancement de campagnes de communication et de sensibilisation; ii) améliorer les mesures de régularisation et assurer une réaction efficace et coordonnée; iii) élaborer des mécanismes appropriés d'identification rapide des victimes de la traite, en élaborant des directives spécifiques; iv) mettre sur pied un mécanisme national d'orientation; v) actualiser et améliorer les systèmes existants; vi) offrir une formation multi-agences; et vii) adopter des directives spécifiques pour informer les victimes quant à la possibilité qu'elles ont de demander gratuitement un titre de séjour et une aide judiciaire et de bénéficier gratuitement de soins médicaux et d'une protection des témoins. Le plan d'action prévoit également des initiatives de coopération internationale pour renforcer et promouvoir la collaboration de l'Italie avec les organisations internationales qui s'occupent de la lutte contre la traite des personnes, ainsi qu'avec les pays européens et non européens concernés. En outre, une unité de contrôle, composée de représentants des ministères concernés et de la Direction nationale antimafia, de la Police nationale et des autorités régionales et locales, a été créée. Cette unité fait office d'organe de coordination en ce qui concerne la planification, la mise en œuvre et les priorités de financement des initiatives de lutte contre la traite et l'exploitation des personnes, ainsi que la coordination des groupes de travail interinstitutionnels chargés de l'application et du suivi du plan. La commission note en outre que le plan d'action prévoit également un programme unifié de régularisation, d'assistance et d'insertion sociale des victimes de la traite, assorti de dispositions concernant l'accès à un logement, à de la nourriture et à des soins de santé appropriés ainsi qu'une aide à la réinsertion. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre du plan d'action, ainsi que sur les résultats obtenus.**

3. *Protection, assistance et réinsertion des victimes de la traite des personnes.* Faisant suite à ses précédents commentaires, la commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement sur les mesures prises pour protéger et aider les victimes de la traite. A cet égard, elle note que:

- Une ligne téléphonique gratuite d'assistance contre la traite a été mise en place; elle est accessible 24 heures sur 24 et met à la disposition des victimes de la traite et de l'exploitation un personnel multilingue spécialisé et des informations sur la législation et les services dont elles peuvent bénéficier. Sur demande, elle les oriente vers les services d'aide sociale. En 2017, cette hotline a reçu un total de 4 033 appels, soit une augmentation de 35 pour cent par rapport aux appels reçus en 2016.

- La Direction nationale antimafia et antiterrorisme (DNA), qui joue un rôle de premier plan dans la lutte contre la traite des personnes en établissant une collaboration avec les autorités internationales impliquées dans la lutte contre la criminalité transfrontalière, a signé en 2016 trois accords bilatéraux avec le gouvernement du Nigéria sur l'extradition, l'assistance juridique et le transfert de détenus; en 2017, un accord de coopération judiciaire avec le Royaume-Uni et le Nigéria; et en 2018 un accord avec

Exploitation of Persons 2016–18 (NAP 2016–18). The NAP 2016–18 sets the objective of determining multi-year strategies and implementing actions specifically to: (i) adopt preventive measures, increasing knowledge of the phenomenon through targeted initiatives in the countries of origin and communication and awareness raising campaigns; (ii) improve regularization measures and ensure effective and coordinated response; (iii) develop suitable mechanisms for the quick identification of trafficking victims, by drafting ad hoc guidelines; (iv) establish a national Referral mechanism; (v) update and improve existing reception systems; (vi) provide multi-agency training; and (vii) adopt specific guidelines to meet the obligation to inform victims of the possibility of being granted a residence permit and requesting free legal aid, health support, and witness protection. The NAP also provides for international cooperation initiatives to strengthen and promote collaboration between Italy and international organizations that focus on trafficking in persons, as well as the European and non-European countries involved. Moreover, a Control Unit, comprising representatives from the relevant ministries and the National Anti-Mafia Directorate, the State Police and the regional and local authorities, has been created. This Unit acts as a coordinating body with regard to the planning, implementation and funding priorities for initiatives to combat trafficking and exploitation of persons and for coordinating inter-institutional working parties which are responsible for implementing and monitoring the Plan. The Committee further notes that the NAP also provides for Unified Programme of regularization, assistance and social integration of victims of trafficking with provisions for access to suitable lodging, food and health and assistance for reintegration. **The Committee requests the Government to provide information on the implementation of the NAP for 2016–18, as well as the results achieved.**

3. *Protection, assistance and reintegration of victims of trafficking in persons.* Following its previous comments, the Committee notes the detailed information provided by the Government on the measures taken to protect and assist victims of trafficking. In this regard, it notes that:

- A toll-free anti-trafficking hotline has been established, which is available 24 hours a day and provides specialized, multi-lingual staff and information about legislation and services available to victims of trafficking and exploitation. Upon request, it directs them to social support services. In 2017, this hotline received a total of 4,033 calls, a rise of up to 35 per cent compared to the calls received in 2016.

- The National Anti-Mafia and Anti-terrorism Directorate (DNA) which takes a leading role in combating trafficking of persons by establishing collaboration with international authorities involved in combating cross-border criminal, has signed; in 2016, three bilateral agreements with the Government of Nigeria, on extradition, legal assistance and detainee transfer; in 2017, a judicial cooperation agreement with the United Kingdom and Nigeria; and in 2018 an

Forced labour

C029

Italy

l'ambassade des Etats Unis sur des méthodes novatrices visant à intensifier les poursuites en matière de traite des personnes.

-Avec l'aide de la Commission nationale pour le droit d'asile et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la DNA a établi les principes directeurs pour l'identification des victimes de la traite parmi les personnes en quête de protection internationale.

-Des centres d'accueil, d'assistance et d'identification ont été créés dans un certain nombre de lieux stratégiques sur le territoire national, dans ce qu'il est convenu d'appeler les «points chauds» (actuellement, quatre endroits sont identifiés comme des points chauds: Lampedusa, Trapani, Pozzallo et Taranto), et ces centres d'accueil appliquent les procédures opérationnelles permanentes du ministère de l'Intérieur, qui garantissent aux victimes de la traite le meilleur niveau de soins et d'assistance.

-Un projet intitulé «Lutte contre la traite des êtres humains le long des routes migratoires – Simulation et formation multi-agences pour le contexte italien» a été élaboré à l'intention des enquêteurs de la police d'Etat de diverses régions afin de promouvoir un modèle préventif fondé sur une approche multi-agences visant à préserver les normes internationales en matière de droits humains.

La commission prend note en outre de l'indication du gouvernement selon laquelle il a doublé le financement consacré à la lutte contre la traite des personnes, avec un montant total de 22,5 millions d'euros alloué en 2017 à 21 projets. Le gouvernement indique en outre qu'à ce jour 25 000 victimes de la traite ont été libérées. De plus, selon le Système de collecte d'informations sur la traite des personnes (SIRIT), en 2017, 1 865 victimes de la traite, dont 1 587 femmes, 262 hommes et 16 transgenres, ont reçu une aide et une assistance dans le cadre de divers projets. **Prenant dûment note des mesures prises par le gouvernement, la commission l'encourage à poursuivre ses efforts pour fournir protection et assistance aux victimes de la traite. Elle le prie de continuer à fournir des informations sur les mesures prises à cet égard, notamment sur le nombre de personnes bénéficiant de ces services.**

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1. Exploitation des travailleurs étrangers en situation irrégulière. Faisant suite à ses précédents commentaires, la commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles il a adopté la loi no 199 du 29 octobre 2017 sur les dispositions visant à lutter contre le travail non déclaré, l'exploitation au travail dans l'agriculture et le réalignement des salaires dans le secteur agricole, qui vise à renforcer les procédures de lutte contre le phénomène des chefs de bandes dit *Caporalato* (emploi illégal des travailleurs agricoles à bas salaires). Le gouvernement indique que les modifications et dispositions suivantes ont été introduites par la loi no 199:

- i) modification de l'article 603bis du Code pénal en alourdissant la peine prévue pour l'infraction d'intermédiation illicite et d'exploitation au travail;
- ii) élargissement du champ subjectif de la conduite pouvant être passible de sanctions en incluant l'intermédiaire aussi bien que l'employeur;
- iii) prise en considération en tant que

agreement with the American Embassy on innovative methods to increase the trafficking in persons prosecutions.

-The DNA, with the assistance of the National Commission for the Right to Asylum and the United Nations High Commissioner for Refugees, formulated the "Guidelines for identifying trafficking victims among those seeking international protection".

-Reception, assistance and identification centers have been established in a number of strategic locations across the country, in the so-called hotspots (currently four locations are identified as hotspots, Lampedusa, Trapani, Pozzallo and Taranto) which implement the Ministry of Interior's Standard Operating Procedures under which victims of trafficking are guaranteed the highest level of care and assistance.

-A project on *Combating Human Trafficking along Migration Routes-Multi-Agency Simulation and Training for the Italian Context* was developed for the benefit of the state police investigative personnel from various regions aimed at fostering a preventive model based on a multi-agency approach directed at preserving international standards for human rights.

The Committee further notes the Government's indication that it has doubled the funding dedicated to combating trafficking in persons with a total amount of €22.5 million allocated in 2017 for 21 projects. The Government further indicates that to date, 25,000 victims of trafficking have been freed. Moreover, according to the Information Collections System on Trafficking in Persons (SIRIT) in 2017, a total of 1,865 victims of trafficking, including 1,587 women, 262 men and 16 transgender were provided with help and assistance through various projects. **Taking due note of the measures taken by the Government, the Committee encourages it to pursue its efforts to provide protection and assistance to victims of trafficking. It requests the Government to continue to provide information on the measures taken in this regard, including the number of persons benefiting from these services.**

Articles 1(1) and 2(1). Exploitation of foreign workers in an irregular situation. Following its previous comments, the Committee notes the Government's information that it adopted Law No. 199 of 29 October 2017 on *Provisions to combat undeclared work, labour exploitation in agriculture and realign wages in the agricultural sector* which aims to strengthen procedures for combating the *Caporalato* (illegal employment of agricultural workers for low wages) gang-master phenomenon. The Government indicates that the following amendments and provisions were introduced by Law No. 199: (i) amended section 603 bis of the Criminal Code by increasing the penalty for the offence of unlawful intermediation and labour exploitation; (ii) expanded the subjective scope of conduct to be punished thereby including the intermediary as well as the employer; (iii) made as aggravating circumstances the use of violence or menace for the offences of

Forced labour

C029

Italy

circonstances aggravantes du fait de recourir à la violence ou à la menace pour des infractions d'intermédiation illicite et d'exploitation au travail; iv) introduction d'une peine obligatoire de confiscation des objets servant ou destinés à servir à la perpétration du délit ou des objets constituant son prix, produit ou profit.

La commission note également les informations du gouvernement selon lesquelles des inspections efficaces, ciblant les infractions susmentionnées, sont effectuées sur la base du document de planification des activités d'inspection de 2017, qui prévoit des inspections spécifiques dans le secteur agricole par des équipes spéciales interprovinciales dans des zones présélectionnées où le travail saisonnier est prédominant. Le gouvernement déclare que les activités d'inspection sont planifiées et exécutées de manière à mettre en œuvre deux protocoles d'accord: le Protocole expérimental contre les chefs de bandes et l'exploitation du travail dans l'agriculture «Respecter la légalité – S'échapper du ghetto», signé en mai 2016 entre le ministère du Travail et de la Politique sociale, le ministère de l'Intérieur et le ministère des Politiques agricoles, alimentaires et forestières, et certaines régions du sud, divers ministères, des organisations syndicales et patronales agricoles et des organisations bénévoles pour créer des unités permanentes de coordination destinées à renforcer les inspections; et le Protocole de coopération en matière de lutte contre les chefs de bandes et le travail non déclaré et illicite dans l'agriculture, signé en juillet 2016 par le ministère du Travail et de la Politique sociale, le ministère des Politiques agricoles, alimentaires et forestières et l'Inspection nationale du travail pour mettre au point des méthodes d'inspection et des activités communes afin de lutter efficacement contre le phénomène des chefs de bandes et l'exploitation du travail dans l'agriculture. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle ces activités d'inspection ont donné d'importants résultats, ainsi que des statistiques fournies par le gouvernement à cet égard. En 2017, 7 265 inspections ont été menées dans l'agriculture et au total 5 222 travailleurs irréguliers ont été identifiés, dont 3 549 non déclarés et 203 ressortissants de pays tiers sans permis de séjour. Dans 306 cas, une suspension d'activité a été imposée. En outre, en 2017, à la suite d'opérations de la police, 94 personnes impliquées dans des délits de chefs de bandes en vertu de l'article 603bis du Code pénal ont été déférées aux autorités judiciaires, dont 31 ont été arrêtées; en 2018, les chiffres correspondants ont été de 59 personnes et 9 arrestations. Le rapport du gouvernement contient en outre des informations détaillées sur les activités d'inspection spécifiques axées sur le travail non déclaré et illicite menées par l'Inspection nationale du travail. Au total, en 2017, 1 227 immigrants en situation irrégulière de pays tiers ont été découverts principalement dans les secteurs industriel, manufacturier, agricole et de la construction; ces inspections ont entraîné la suspension de 6 939 activités.

Enfin, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur les divers projets et initiatives lancés et mis en œuvre pour lutter contre les chefs de bandes et l'exploitation au travail des migrants dans l'agriculture. La commission note toutefois que, dans ses observations finales de mai 2017, le Comité des droits

unlawful intermediation and labour exploitation; and (iv) introduced a penalty of mandatory confiscation of items serving or intended to serve in committing the crime or items that are the price, product or profit thereof.

The Committee also notes the Government's information that effective inspections, targeting the above mentioned offences are carried out by means of the Inspection Activity Planning document of 2017, which requires specific inspections in the agricultural sector by inter-province task forces in pre-selected areas where seasonal work is predominant. The Government states that the inspection activities are planned and carried out to implement two following protocols of understanding: the Experimental protocol against gangmasters and labour exploitation in agriculture, "Care legality – Escaping the ghetto" signed in May 2016 between the Ministry of Labour and Social Policy (MoLSP), Ministry of Interior and the Ministry of Agriculture, Food and Forestry (MoAFF) together with some southern regions, various ministries, and agricultural trade union and employers' and voluntary organizations to establish permanent coordination units to enhance inspection activity; and Cooperation protocol to Combat gangmastering and undeclared and irregular labour in agriculture signed in July 2016 by the MoLSP, the MoAFF and the National Labour Inspectorate to develop shared inspection methodologies and joint actions to effectively combat the phenomenon of gangmastering and labour exploitation in agriculture. The Committee notes the Government's statement that these inspection activities have achieved significant results and further notes the statistical information provided by the Government in this regard. In 2017, 7,265 agricultural inspections were carried out and a total of 5,222 irregular workers were identified, of whom, 3,549 were undeclared, and 203 were third-country nationals without resident permits. In 306 cases, a suspension of business activity was imposed. Moreover, in 2017, following the operations of the police, 94 persons involved in gangmaster crime under section 603 bis of the Criminal Code were referred to the legal authorities, including 31 arrests and 59 such persons were reported in 2018 with nine arrests. The Government report further provides a detailed information on the specific inspection activities dedicated to undeclared and irregular work conducted by the National Labour Inspectorate. On the whole, in 2017, 1,227 irregular third-country immigrants were found mainly in the industrial and manufacturing sectors, agriculture and in construction; these inspections resulted in 6,939 suspensions of business activities.

The Committee finally notes the information provided by the Government on the various projects and initiatives launched and implemented in order to combat gangmastering and labour exploitation of migrants in agriculture. The Committee notes, however, that the Human Rights Committee of the United Nations, in its concluding observations of May 2017, expressed concern at the labour exploitation faced by migrant workers, particularly those in

Forced labour

C029

Italy

de l'homme des Nations Unies s'est déclaré préoccupé par l'exploitation des travailleurs migrants, en particulier ceux en situation irrégulière et dans le secteur agricole, par le non-respect systématique des règles de sécurité au travail, par des conditions de vie minimales et par le manque d'inspections du travail efficaces (CCPR/C/ITA/CO/6, paragr. 28c)). ***Tout en reconnaissant la situation difficile dans laquelle se trouve le pays à la suite de l'entrée d'un grand nombre de migrants, la commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour empêcher que les migrants étrangers ne soient victimes de situations d'exploitation relevant du travail forcé, quel que soit leur statut juridique, et pour s'assurer qu'ils peuvent faire valoir leurs droits, notamment en se mettant en rapport avec les autorités compétentes. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'application pratique de l'article 603bis du Code pénal et sur les mesures prises pour offrir une assistance aux victimes d'exploitation en vertu de cette disposition.***

irregular situations and in the agricultural sector, the systematic failure to comply with rules of occupational safety, minimum living conditions and the lack of effective labour inspections (CCPR/C/ITA/CO/6, paragraph 28(c)). ***While acknowledging the difficult situation facing the country following the entry of high number of migrants, the Committee encourages the Government to pursue its efforts to prevent foreign migrants from falling victim to exploitative situations amounting to forced labour regardless of their legal status, and to ensure that they can assert their rights, including by means of accessing the competent authorities. The Committee requests the Government to continue to provide information on the application in practice of section 603bis of the Criminal Code and the measures taken to offer assistance to victims of exploitation under this provision.***